Pologne

POLOGNE

Sejm

Au moment de la rédaction du présent document, le Sejm était en train de désigner les membres de sa commission de l'intégration européenne et d'élaborer son nouveau règlement intérieur. Les informations qui suivent sont susceptibles d'être modifiées prochainement.

I. STRUCTURE ET COMPOSITION

Dénomination de l'assemblée: Sejm

Commission responsable de l'intégration dans l'UE: Commission de l'intégration européenne

Date de création: 14 août 1992

Base juridique: Constitution, règlement intérieur du Sejm

Composition: La composition de la commission reflète l'importance des différents partis politiques siégeant à la Chambre. Chaque groupe élabore une liste provisoire des membres de la commission. La liste des membres est ensuite présentée par le bureau et approuvée par l'assemblée plénière. Le premier jour de la réunion, la commission procède à l'élection de son président et de ses vice-présidents.

La commission se réunit deux fois par mois. Les réunions ne se déroulent pas à huis clos (d'autres députés peuvent y assister); les personnes étrangères au Parlement doivent solliciter l'autorisation préalable du bureau de la commission. Des invités sont souvent présents à ces réunions.

II. MANDAT ET INSTRUMENTS

Mandat:

- La commission exerce des compétences dans les domaines "relatifs au processus d'intégration européenne et à la mise en œuvre d'accords internationaux en la matière".
- La commission surveille la mise en œuvre par le gouvernement de la stratégie d'adhésion.
- Elle est responsable de l'harmonisation de la législation polonaise par rapport à la législation européenne (selon le règlement intérieur, tous les projets de loi déposés doivent s'accompagner d'une déclaration mentionnant la conformité à la législation européenne ou expliquant les raisons de la non-conformité).
- Les membres de la commission peuvent siéger au sein de la CPM UE-Pologne (5 membres sur 12 dans la précédente assemblée parlementaire).

Modalités et instruments de contrôle:

La commission peut être saisie par le Sejm ou par elle-même; le gouvernement ne peut pas saisir directement la commission. Celle-ci se prononce à la fois sur des questions de politique générale et sur des textes législatifs précis. Elle est informée du développement de la législation européenne par le gouvernement.

Instruments dont dispose la commission:

- La commission vote sur le rapport annuel du gouvernement sur les activités relevant de l'harmonisation législative et de la stratégie d'adhésion.
- Elle organise des auditions sur des questions relatives à l'intégration européenne avec des responsables du gouvernement.
- Elle transmet aux ministres des avis non contraignants. Elle peut également formuler des requêtes (dezyderat) auxquelles le gouvernement est tenu de répondre.
- Elle peut présenter des résolutions qui sont ensuite renvoyées en séance plénière et qui, si elles sont adoptées, deviennent contraignantes.

POLOGNE

Sénat

En raison des élections générales qui ont eu lieu en septembre 1997, un certain nombre de modifications étaient envisagées concernant le suivi des affaires européennes par le Sénat.

I. STRUCTURE ET MÉCANISMES AU COURS DE LA LÉGISLATURE PRÉCÉDENTE

Pendant la précédente législature, les affaires européennes étaient de la responsabilité de la sous-commission de l'intégration européenne sous l'autorité de la commission des affaires étrangères et des relations économiques internationales. Dans sa forme initiale, la sous-commission était composée de six membres, il n'y avait pas de procédure spécifique de nomination des membres et la sous-commission était indépendante de la commission parlementaire mixte UE-Pologne.

La sous-commission était régie par le règlement du Sénat et s'est réunie huit fois depuis sa création en juillet 1995 jusqu'à la fin de la législature 1996-1997. Conformément au règlement, ces réunions étaient publiques.

En règle générale, le Sénat pouvait saisir la sous-commission, qui pouvait également établir son ordre du jour. Les discussions portaient sur des questions de politique générale, mais non sur des textes législatifs précis et il n'y avait pas de disposition contraignante obligeant le gouvernement à consulter la sous-commission avant de prendre des décisions concernant les affaires européennes. De façon générale, son mandat était consultatif et ne comportait pas de contrôle. De plus, elle n'était pas tenue informée du développement de la législation européenne.

II. LA RÉFORME PROJETÉE

Lors de la rédaction du présent document, le Sénat envisageait deux mesures:

- la création d'une commission des affaires étrangères et de l'intégration européenne;
- la création d'une sous-commission de l'harmonisation du droit polonais avec le droit européen, dans le cadre de la commission des résolutions et de la législation.

Autres organes parlementaires traitant des questions européennes:

- Commission des affaires étrangères; secr.: S. Puzyna

- Sous-commission de l'intégration européenne (ancienne structure); secr.: I.
Momot